

Observatoire de la compétitivité - « Bilan compétitivité 2020 »

Une satisfaisante 4^e place, contrebalancée par la crise de la Covid-19

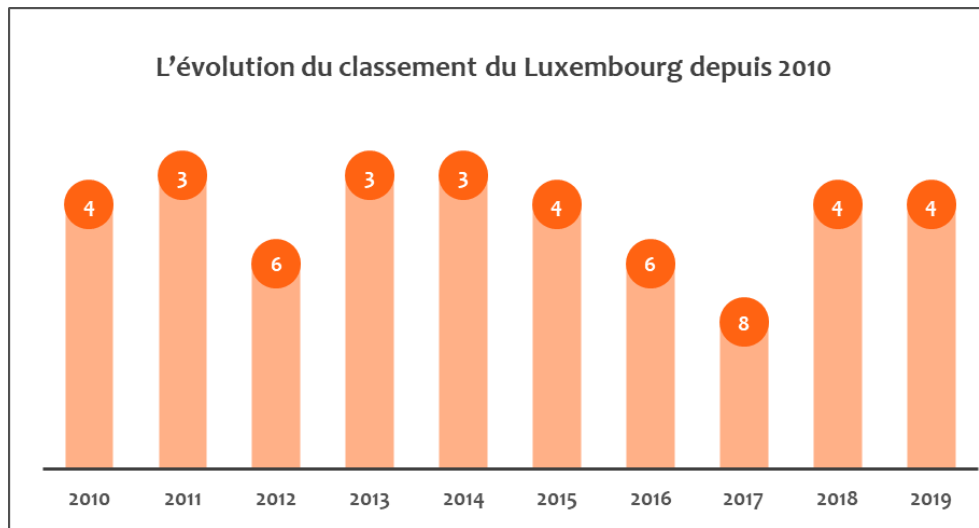
Le Bilan compétitivité 2020 est l'occasion d'évaluer la position compétitive du Luxembourg avant la crise sanitaire et économique de la Covid-19 via le Tableau de bord national dont les résultats affichent des performances stables pour le pays.¹ Au classement, le Grand-Duché maintient sa 4^e place pour la deuxième année consécutive, juste derrière le podium composé du Danemark, de la Slovénie et de l'Irlande. Le pays reste dans le groupe des pays « à performance élevée », mais les résultats sont plus mitigés selon les piliers. Si le Luxembourg améliore sensiblement son classement sur le plan environnemental, passant de la 10^e à la 6^e place, il enregistre un recul d'une place sur les aspects économiques et sociaux.

Les trois priorités pour améliorer la compétitivité du Luxembourg

- Opter pour une croissance qualitative en poursuivant la diversification de l'économie dans des secteurs à fort potentiel, telle la santé.
- Réduire la charge administrative des entreprises en accélérant la digitalisation des services publics et la simplification administrative.
- Accroître les investissements dans la recherche, le développement et l'innovation (RDI) des entreprises, notamment des TPE et PME pour mener à bien les transitions digitales et environnementales.

¹ Le Tableau de bord national de la compétitivité 2020 chiffre la situation économique en 2019 et n'inclut pas l'impact de la crise sanitaire et économique de la crise Covid-19. Dans une partie dédiée, le Bilan Compétitivité 2020 évalue la situation actuelle au travers d'indicateurs à l'échelle internationale et nationale, et avance des pistes de réflexion sur les jalons à poser pour l'avenir.

Depuis 2010, le classement du Luxembourg oscille entre la 3^e et la 4^e place (à l'exception des années 2012 et 2017). Ce résultat synthétique masque toutefois des vulnérabilités constantes, rendues plus criantes par la crise de la Covid-19. Dans ces circonstances, et dans le but d'atteindre le top 3, il s'agira de s'atteler aux indicateurs individuels pour lesquels les résultats sont insuffisants, tout en engageant une transition vers une croissance durable compatible avec la cohésion sociale.

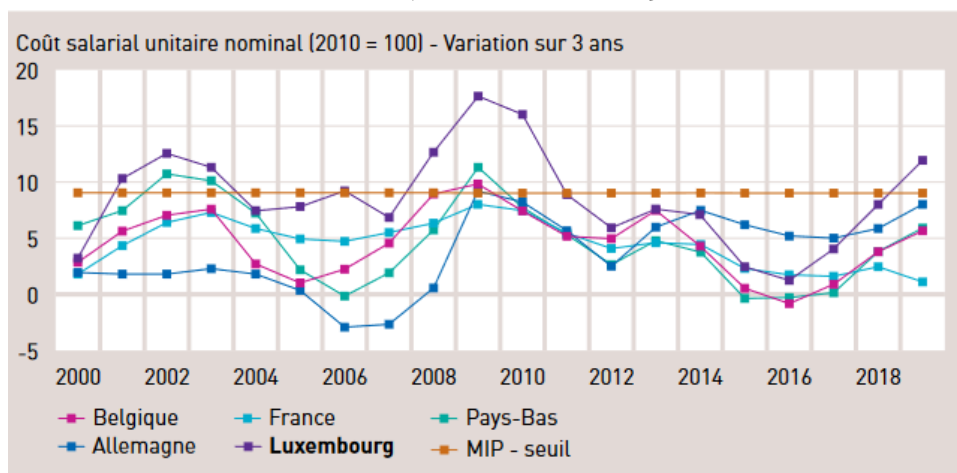


Un affaïssement de la productivité qui perdure

Si le Luxembourg est en tête des économies les plus productives de l'Union européenne (son PIB par heure travaillée est le plus élevé des pays de l'UE-28), son avance se réduit d'une année sur l'autre. Or, une productivité en berne, particulièrement si elle s'inscrit dans la durée, peut engendrer des difficultés de financement et ouvrir la voie à une moindre performance par rapport aux autres pays européens. Ainsi, le Luxembourg est en dernière position s'agissant tant du taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie (-0,76%) que du taux de croissance moyen sur 3 ans de la productivité réelle du travail par heure travaillée (-1%). De plus, le risque que constitue l'augmentation du coût salarial unitaire nominal (+4% entre l'édition de 2019 et celle de 2020) pour la capacité de l'économie à générer de la richesse et à maintenir la compétitivité-coût des entreprises est non négligeable (il est admis qu'un score supérieur à +9% peut être source de déséquilibres). La hausse du CSU entre 2008 et 2010 et depuis 2016 s'explique en partie par la chute de productivité dans l'ensemble des secteurs, et notamment dans la finance qui a fortement contribué à ce ralentissement. Dans ces circonstances, le projet de loi portant sur l'augmentation de 2,8% du salaire social minimum porterait un coup supplémentaire à la compétitivité des entreprises et à leur capacité à investir, alors que nombre d'entre elles sont

sévèrement touchées par la crise sanitaire et économique. Une telle mesure aurait des conséquences négatives sur l'emploi, notamment dans les secteurs très intensifs en main-d'œuvre, et sur la capacité du pays à attirer de nouvelles entreprises sur son sol. Il y a dès lors lieu de s'interroger sur le modèle de croissance qui permettrait au Grand-Duché de renouer avec les gains de productivité et ainsi de renforcer sa capacité à investir dans des projets d'avenir.

CSU nominal, variation en % sur 3 ans

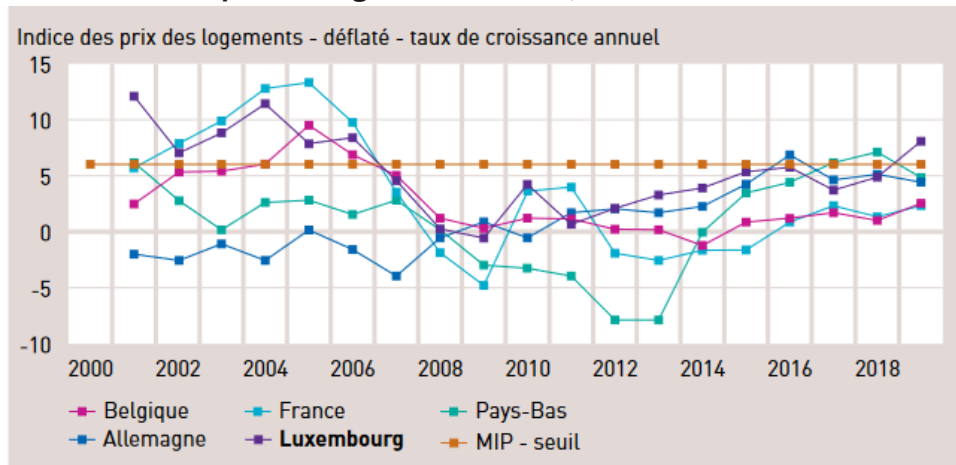


Source : Eurostat

La dette privée, notamment des ménages, poursuit sa hausse

En écho aux inquiétudes répétées de la Commission européenne énoncées dans le cadre du Semestre européen, le classement de l'Observatoire de la compétitivité met en lumière la persistance du pourcentage très élevé de l'endettement des ménages qui atteint 65,8% de leur revenu en 2019. Cet endettement privé est principalement constitué de prêts immobiliers. La pénurie de logements abordables et l'explosion concomitante des prix constitue un enjeu structurel majeur pour le Luxembourg. Si en 2015, 2016 et 2018 le Luxembourg frôlait le seuil indicatif de 8% de variation des prix sur une année, le résultat en 2019 le dépasse largement, laissant augurer de possibles déséquilibres internes. Il apparaît dès lors important de mener une réflexion d'envergure au niveau national sur les moyens de sortie de cette dynamique et d'adopter une véritable vision territoriale stratégique permettant de localiser et de coordonner les investissements en faveur de l'habitat sur l'ensemble du territoire du pays.

Indice des prix des logements déflatés, variation en % sur 1 ans

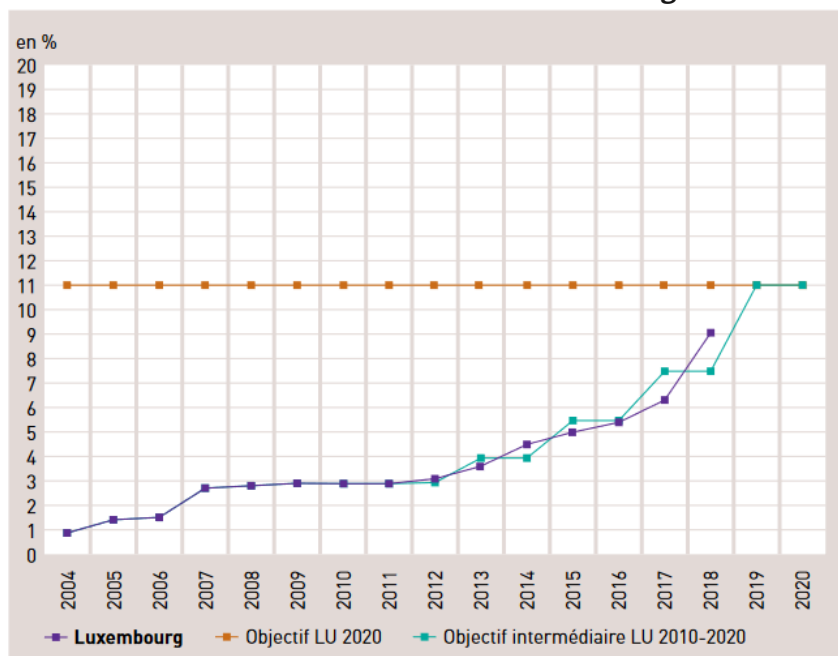


Source : Eurostat

Le Luxembourg sur une trajectoire prometteuse dans le domaine environnemental qu'il s'agit de consolider sur le long terme

La 6^e place du Luxembourg dans le domaine environnemental pour l'année 2019 (gain de 4 places par rapport à 2018) illustre un élan positif des performances du pays. La stratégie de Troisième révolution industrielle (TIR), tout comme le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030 visent la mise en place d'une stratégie économique plus durable. Concernant les entreprises, les résultats du Baromètre de l'économie du 2^e semestre 2020 démontrent une prise de conscience progressive sur les 5 dernières années en faveur du développement durable, la note moyenne attribuée à la nécessité pour les entreprises de prendre en compte le concept passant de 5,5 à 6,9%. Les progrès les plus saillants en termes d'amélioration de la performance et du classement ont trait au taux de réalisation des objectifs nationaux 2020 en matière de part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (objectif global de 11% pour 2020) et à la baisse de l'exposition à la pollution de l'air. En outre, le pays conforte sa performance élevée pour l'indicateur Ecoinnovation Index et la productivité des ressources. Toutefois, le caractère incomplet des données disponibles (73,7% des données environnementales sont manquantes pour l'année 2019) rend tout exercice de pilotage particulièrement fastidieux.

Part des énergies renouvelables dans la consommation finale brut d'énergie

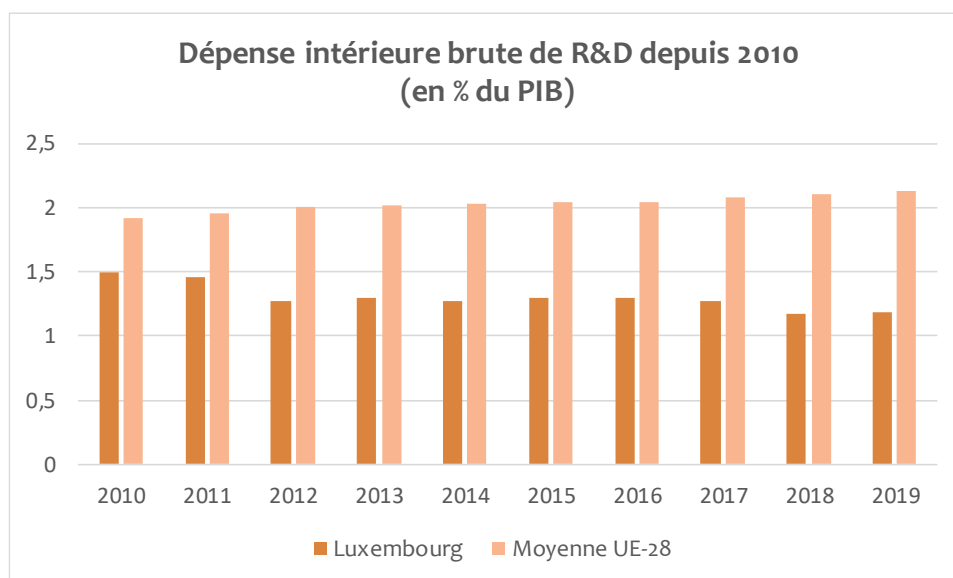


Source : Eurostat, PNR 2020

Plus d'information sur la compétitivité sur le site internet de la Chambre de Commerce :
<https://www.cc.lu/services/luxembourg/analyses-etudes-et-enquetes/>

Le renforcement de la R&D reste à parfaire

- Le Luxembourg occupe la 17^e place concernant les dépenses de R&D qui s'élèvent à 1,21% du PIB en 2019, bien en dessous de l'objectif national fixé entre 2,3 et 2,6% et de l'objectif européen de 3% pour 2020. La hausse continue des budgets publics depuis 2000 contraste avec la relative faiblesse des dépenses en R&D des entreprises, dont la part dans l'intensité totale de R&D est en baisse continue depuis 2016.
- Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des dépenses en R&D du Luxembourg au regard de la moyenne de l'UE-28 sur la période 2010-2019. Le décrochage du Grand-Duché est particulièrement manifeste en 2018 et 2019.



Sources : STATEC et Eurostat

- La R&D et l'innovation en général mériteraient d'être davantage soutenues, notamment au travers de la stratégie de Troisième révolution industrielle. La structure de l'économie luxembourgeoise peut, en partie, expliquer la faible intensité des investissements privés. Le poids du secteur financier, qui représente plus de 25 % du PIB, affiche des dépenses faibles, alors que l'industrie (6% du PIB) compte pour plus de 60% des investissements en recherche et développement. Poursuivre la diversification de l'économie et le développement de secteurs à fort potentiel, telle la santé, constitue un axe central du renforcement de la R&D.

Tendances de l'année 2020

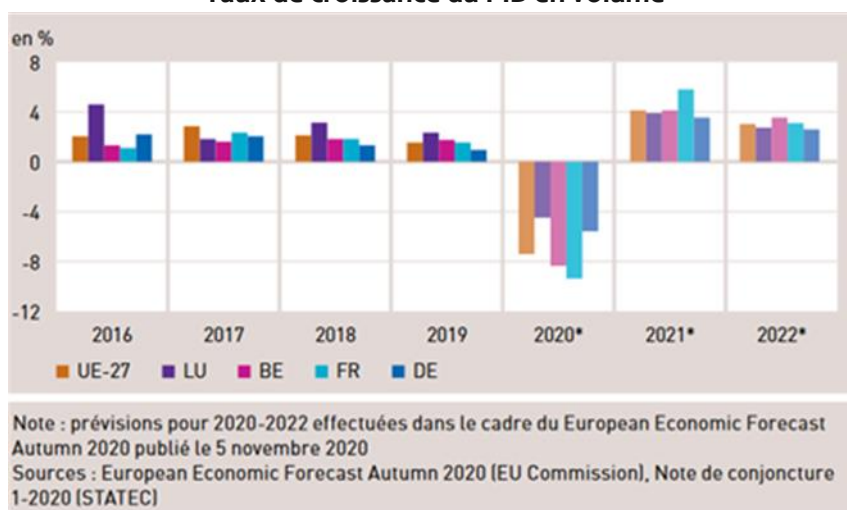
Outre le Tableau de bord national de la compétitivité portant sur la situation économique en 2019, la nouvelle édition du Bilan compétitivité inclut également une partie dédiée à l'impact de la crise sanitaire et économique de la crise Covid-19 sur le Luxembourg. Sur base des indicateurs relevés dans le bilan et dans la note de conjoncture du STATEC (publiée en décembre 2020), deux grandes tendances sont à souligner pour l'année 2020, profondément marquée par la pandémie de coronavirus :

Une contraction économique moins marquée que celle de la zone euro et des pays voisins

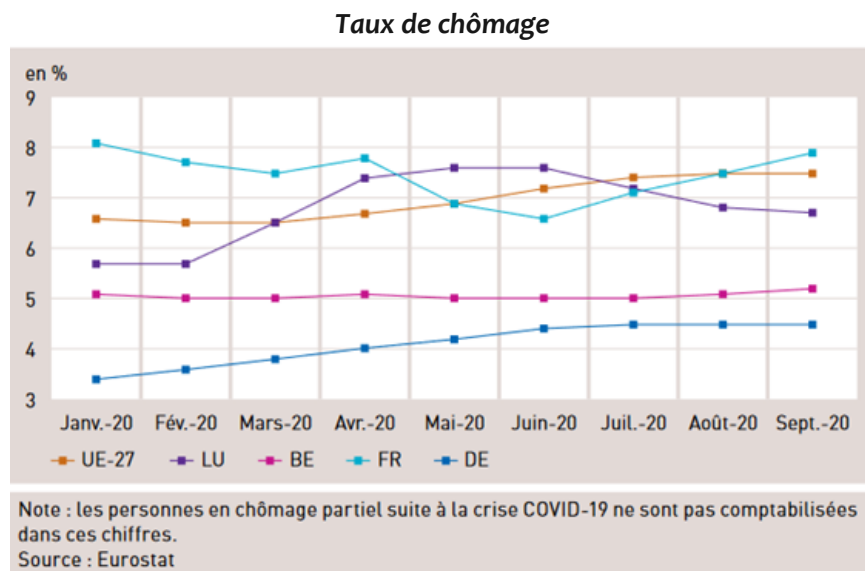
Au vu des chiffres du STATEC et des institutions internationales (FMI, OCDE, Commission européenne), le Luxembourg a relativement mieux résisté que ses voisins européens. Le FMI projette une baisse de l'économie du Luxembourg de -5,8% en 2020, la Commission européenne de -4,5%. Le STATEC, quant à lui, anticipe un recul de l'activité d'environ 6% en 2020 (suivi d'un rebond mécanique de 7% en 2021). Comparé au recul de près de 8% escompté dans la zone euro, le pays affiche donc des chiffres, sinon meilleurs, moins mauvais.

Tout comme le Grand-Duché, l'Allemagne fait partie du groupe de pays relativement moins touchés, avec des projections situées entre -5,4% du PIB selon l'OCDE et -6% d'après le FMI. La situation est plus critique en revanche pour la France et la Belgique déjà fortement impactées par la pandémie et dont l'adoption de nouvelles mesures de confinement fin octobre/début novembre risque d'accentuer la baisse de leur PIB, fixée respectivement à -9,4% et -8,4% pour 2020 (chiffres de la Commission européenne).

Taux de croissance du PIB en volume



S'agissant du chômage, le taux du Luxembourg (6,7%) est sensiblement inférieur à celui de la France (7,9%) et à celui de l'UE-27 pour le mois de septembre 2020 (7,5%). Cela étant, malgré des mesures de chômage partiel efficaces pour préserver un maximum d'emplois (et un allongement de la mesure au-delà de l'été), le pays a enregistré une des hausses les plus marquées en Europe entre février et septembre 2020.

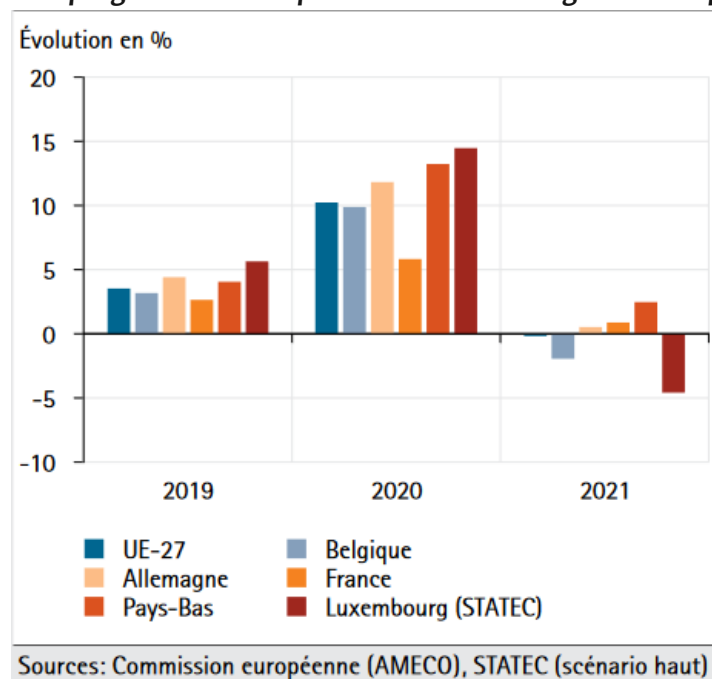


Une forte dégradation des finances publiques

Afin de limiter la baisse d'activité due au confinement instauré en mars 2020, le gouvernement luxembourgeois a rapidement mis en place des mesures de préservation du tissu économique et de sauvegarde de l'emploi. Les aides directes remboursables et non-remboursables, les prêts garantis par l'Etat, le chômage partiel ou encore le congé pour raisons familiales ont permis à nombre d'entreprises de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour survivre et d'éviter les licenciements de masse.

Le prolongement des aides aux entreprises, au demeurant indispensable pour préserver la substance économique alors que le virus sévit toujours, entraîne une forte dégradation des finances publiques en 2020. Alors que le pays jouit d'une tradition de finances publiques excédentaires, le gouvernement - dans son projet de budget 2021, accompagné du projet de budget pluriannuel - anticipe un déficit abyssal de l'Administration centrale de plus de 5 milliards d'euros en 2020. La dette publique, aux alentours de 22% en 2019, dépasserait les 27% du PIB en 2020.

Forte progression des dépenses au Luxembourg et en Europe

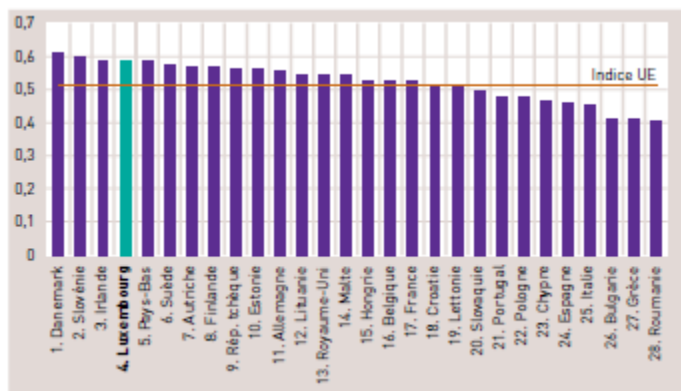


Le Tableau de bord national, révisé en 2016, fait partie intégrante du Bilan compétitivité publié annuellement par l'Observatoire de la compétitivité. Pouvant être adapté si besoin, cet instrument vise à appréhender les spécificités du pays dans le but d'évaluer et de suivre l'évolution de la compétitivité du Luxembourg. Les 68 indicateurs du Tableau de bord national portent sur trois piliers en particulier - l'économie, le social et l'environnement – et sont analysés de deux façons complémentaires :

- **L'approche « tableau de bord »** met en évidence la position du Luxembourg par rapport aux 27 autres Etats membres de l'Union européenne concernant les indicateurs individuels, classés selon les trois piliers. La position du Luxembourg par rapport à la moyenne européenne, mise en évidence au travers d'une classification par couleur : l'indicateur est classé vert si la performance du Luxembourg est meilleure de plus de 20% que la moyenne de l'UE, orange si elle se situe entre +20% et -20% de la moyenne UE et rouge si les résultats sont en dessous de 20% de la moyenne UE. En outre, les performances les plus récentes du Luxembourg sont comparées aux données de l'année antérieure via une signalisation par des flèches ascendantes, horizontales ou descendantes.
- **L'approche « indicateur synthétique »** résume la position du Luxembourg à l'échelle européenne tant au niveau général qu'au niveau des trois aspects, « Économie », « Social » et « Environnement ».

Analyse détaillée du « Tableau de bord de la Compétitivité 2020 »

LE CLASSEMENT GÉNÉRAL



Les pays du nord et de l'Europe centrale en haut de l'affiche

Le podium 2020 du Tableau de bord de la compétitivité (TBCO) est constitué de pays habitués du top 3, à savoir le Danemark (1^{er} et pays le plus souvent en tête sur la période 2005-2019), la Slovénie (qui conserve la deuxième place du classement) et l'Irlande (qui perd sa place de leader pour se positionner en 3^e position). Le top 5 est

complété par le Luxembourg, qui maintient sa 4^e place, et les Pays-Bas (5^e en 2018 et 2019). Les économies de l'Europe du nord sont largement représentées dans le haut du classement, la Suède (6^e), la Finlande (8^e), l'Allemagne (11^e) et le Royaume-Uni (13^e), faisant partie du top 15. A l'extrémité opposée du Tableau de bord de la compétitivité, les pays du sud et d'Europe centrale forment le gros des pays « à performance modeste ». La Bulgarie, la Grèce et la Roumanie, respectivement au 26^e, 27^e et 28^e rang, figurent en queue de peloton.

Des variations de classement très contrastées entre pays

Si les différences économiques en termes de compétitivité sont nettement marquées entre pays de l'Union européenne, les variations (tant vers le haut que vers le bas) sont également variées. Ainsi, entre 2014 et 2017, le Luxembourg a connu une tendance négative illustrée par son recul de la 3^e à la 8^e position. En revanche, son classement reste inchangé entre 2018 et 2019, suite à sa remonté dans le Tableau de bord de la compétitivité. On observe également l'absence de changement sur ces deux années pour la Slovénie (2^e), les Pays-Bas (5^e), la Suède (6^e) et, affichant des résultats plus modérés, la Belgique (16^e). En revanche, sur la même période, le Danemark, Chypre, la Hongrie et la Lituanie ont gagné deux rangs dans le classement. Pour leur part, la France, l'Irlande, la Roumanie, la République tchèque et la Slovénie ont reculé de deux places. Comparée aux résultats de 2005, l'amélioration du classement est particulièrement visible concernant la Slovénie (+6), la République tchèque (+6), l'Irlande (+8) et la Hongrie (+8). En comparaison, le Grand-Duché a connu des variations plus modestes au cours de cette période, son classement se maintenant dans un intervalle de 5 places (8^e en 2017 et 3^e en 2011, puis de 2013 à 2014).

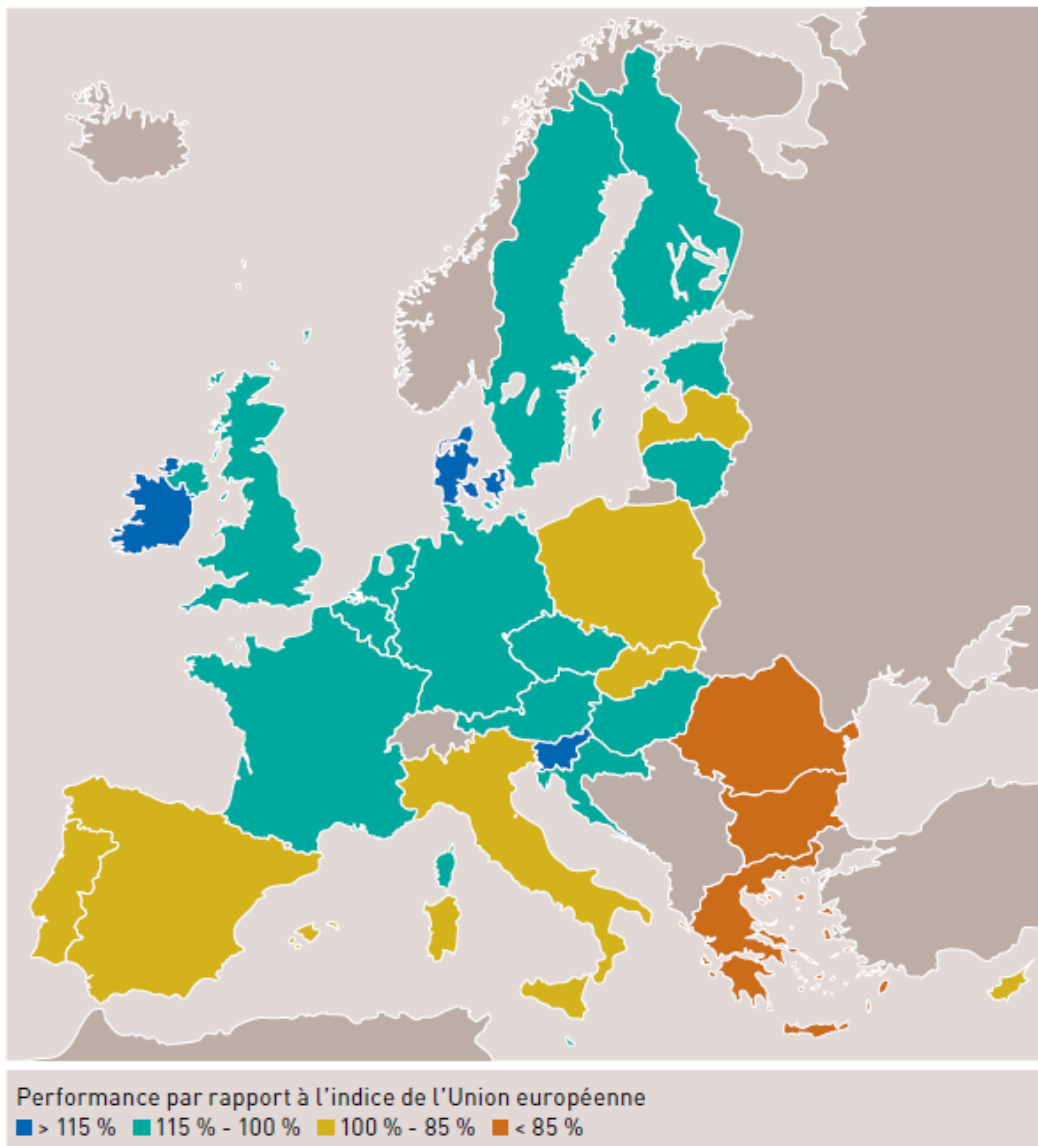
L'Allemagne, la France et la Belgique en recul

Hormis le Luxembourg et la Belgique qui confirment respectivement leur 4^e et 16^e place, les pays de la Grande Région subissent une variation vers le bas de leurs résultats et reculent dans le classement

général. Par rapport à 2018, l'Allemagne perd une place (11^e), quittant de fait le top 10 européen. La France, elle, perd deux rangs pour se retrouver à la 17^e place. L'Allemagne, la France et la Belgique enregistrent leur pire classement général depuis la première édition du classement de l'Observatoire de la compétitivité en 2006. Si le classement ne fournit aucune information sur la performance absolue des pays, il permet de pointer des tendances qu'il convient, dans un second temps, d'analyser au moyen d'indicateurs individuels.

LA POSITION DU LUXEMBOURG EN UN CLIN D'ŒIL

**Le Grand-Duché affiche des résultats supérieurs à l'indice composite de l'UE
(performances comprises entre 100% et 115%)**



Source : TBCO 2020

ANALYSE DETAILLÉE DE LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG

Un classement honorable qu'il s'agit de confirmer sur le long terme

ASPECT ÉCONOMIQUE

Une compétitivité élevée qui connaît néanmoins une baisse durable

Le Luxembourg perd une place sur l'aspect économique, passant du 11^e au 12^e rang, devant le Royaume-Uni et derrière la République tchèque. Le top 3 est mené par l'Irlande, suivi par le Danemark puis la Suède qui se classe 3^e. Outre l'indicateur synthétique qui permet de comparer les performances du Grand-Duché à celles de ses voisins européens, les indicateurs de performance dessinent pour 2019 un tableau sensiblement similaire à l'édition précédente.

Aspect économique	Position	Score	Évolution 2018 /2019
Environnement macroéconomique			
Dettes publiques	3/28	22,10% (du PIB)	↘
Rendement des obligations d'État	3/27	-0,12%	↗
PIB/heure travaillée (US=100)	1/28	138	↘
Compétences des diplômés (moyenne de la note de 1 à 7)	3/28	5,27	↗
Apprentissage tout au long de la vie	7/28	19,10% (de la population 25-64 ans)	↗
Climat des affaires			
Temps nécessaire pour démarrer une entreprise	20/28	16,50 (jours)	→
Disponibilité des ressources financières (note de 1 à 5)	14/17	2,71	↗
Taux d'imposition des sociétés	18/28	24,94%	↗
Rentabilité des sociétés non financières (2018)	25/25	5,90%	↘
Evolution de la productivité			
Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs	28/28	-0,76%	↘
Productivité réelle du travail par heure travaillée (tx de croissance moyen sur 3 ans)	27/27	-1,00%	↘
R&D			
Dépense intérieure brut (2018)	17/28	1,21%	↘

Le tableau ci-dessus reprend la classification du TBCO par couleur (vert, orange et rouge) des performances du Luxembourg en comparaison de la moyenne de l'UE ainsi que la signalisation par des flèches de l'évolution (amélioration ou détérioration) du changement le plus récent (voir partie méthodologique). Les données datent de 2019 par défaut ; la date est spécifiée en cas contraire.

Les indicateurs « verts » correspondent aux atouts de l'économie du Luxembourg. Le pays jouit d'une solidité financière certaine qui repose, entre autres, sur un faible niveau de dette publique (en 2019), équivalent à 22,10% du PIB, et sur des rendements d'obligations d'Etat faibles à long terme. À cela

s'ajoute une productivité élevée (mesurée en PIB/heure travaillée), ainsi qu'un système de formation de qualité (pris en compte au travers des compétences des diplômés et du développement de l'apprentissage tout au long de la vie). Inversement, le pays est dans le rouge en ce qui concerne l'environnement des entreprises. Il faut, par exemple, compter 16,5 jours pour monter une entreprise au Luxembourg, alors que la moyenne européenne s'établit à moins de 12 jours et que le Danemark, premier pour cet indicateur, permet d'effectuer les démarches en moins de 4 jours. D'autre part, malgré une timide amélioration sur la période 2018-2019, les entrepreneurs restent confrontés à un manque de disponibilité de ressources financières (note de 2,71 sur 5 en 2019) et à un taux d'imposition des sociétés qui avoisine les 25% en 2019 (le Luxembourg est 18^e sur 28 pour cet indicateur).

Les résultats de 2018 et 2019 faisant état de la baisse durable de la productivité et de l'impact des mauvais résultats de la compétitivité-prix et -coût sur celle-ci sont également préoccupants. Ainsi, le taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie, tout comme le taux de croissance moyen sur 3 ans de la productivité réelle du travail par heure travaillée affichent des données négatives pour les deux années. Avant-dernier dans le classement de 2018 pour ces deux indicateurs, le Luxembourg occupe la dernière place en 2019. Ce décalage persistant entre un niveau de productivité élevé et un ralentissement continu depuis 2017 pose un défi de taille, particulièrement dans un contexte post-pandémique où une croissance soutenue sera nécessaire pour financer la construction d'une économie plus durable basée sur une double transition écologique et digitale.

Le Grand-Duché est également la lanterne rouge de l'Europe concernant l'intensité des investissements en recherche et développement (dépenses privées et publiques confondues), et ce malgré une diversification de l'économie en cours centrée sur le développement de secteurs de pointes tels que le secteur spatial, les technologies de l'information et de la télécommunication et ou encore les technologies de la santé. En baisse par rapport à 2018, les dépenses intérieures brutes en R&D dépassent de peu 1,2%. Le Luxembourg est avant-dernier concernant la part d'emploi dans les secteurs manufacturés en moyenne-haute et haute technologie dont l'innovation requière des investissements privés conséquents, juste devant Chypre. Si ces mauvais résultats peuvent s'expliquer en partie par la structure de l'économie du pays (voir encadré plus haut), la montée en puissance des initiatives privées en matière de R&D participerait à une relance bienvenue centrée sur l'innovation. Se pose dès lors la question du type d'écosystème à privilégier afin de renforcer la R&D et l'innovation au Luxembourg. Dans cette perspective, le rapport Rifkin sur la Troisième révolution industrielle pourrait constituer un point de départ intéressant.

ASPECT SOCIAL

Un léger recul mais un niveau de vie qui demeure très élevé

Premier sur l'aspect social depuis 2005, le Grand-Duché rétrograde, en 2019, à la deuxième place derrière la Slovaquie et devant la République tchèque. Comme pour le volet économique, et à quelques nuances près, les forces et faiblesses du Luxembourg se maintiennent en 2018 et 2019. La couleur verte, synonyme de performances meilleures de plus de 20% de la moyenne européenne, domine largement le tableau (15 indicateurs sur 25). Seuls 3 indicateurs affichent des données inférieures à 20% de la moyenne de l'UE.

Aspect social	Position	Score	Évolution 2018 /2019
Niveau de vie			
Revenu médian en standard de pouvoir d'achat	1/23	28943 €	↗
Richesse nette par ménage (2017)	1/22	897,90 k€	↗
Taux de privation matérielle grave	1/25	1,30%	→
Endettement & immobilier			
Dette des ménages (consolidée)	23/27	65,80%	↗
Charge des coûts du logement au-delà de 25% du revenu disponible du ménage	10/23	23,75%	↗
Emploi			
Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente	2/28	3,60%	↘
Taux de chômage de longue durée	13/28	1,30%	↗
Proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée	13/28	7,90%	↗
Emploi à temps partiel involontaire	10/28	13,30%	↘
Écarts de salaires hommes - femmes (2018)	2/25	4,60%	↗
Éducation			
Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge 30-34 ans	3/28	56,20	→
Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation	9/28	7,20%	↘
Taux de redoublement (2015)	25/28	30,90%	↗

Le tableau ci-dessus reprend la classification du TBCO par couleur (vert, orange et rouge) des performances du Luxembourg en comparaison de la moyenne de l'UE ainsi que la signalisation par des flèches de l'évolution (amélioration ou détérioration) du changement le plus récent (voir partie méthodologique). Les données datent de 2019 par défaut ; la date est spécifiée en cas contraire.

La population luxembourgeoise jouit du niveau de vie le plus élevé d'Europe. Son revenu médian en standard de pouvoir d'achat dépasse de plus d'un tiers la moyenne européenne. La richesse nette par ménage est, quant à elle, près de 4 fois supérieure aux données européennes et plus de 20 fois

supérieure au pays en queue de classement, la Lettonie. Le « modèle luxembourgeois », caractérisé par une redistribution conséquente permettant de réduire les inégalités initiales, et la bonne santé du secteur financier expliquent largement la première place du pays sur le taux de privation matérielle grave, le plus faible parmi les 28 (1,3% en 2019). Cependant, les excellents résultats du Grand-Duché concernant le patrimoine de sa population ne saurait masquer un endettement massif des ménages dû à l'envolée des prix de l'immobilier depuis 2001 alors que les revenus augmentent plus lentement. Pour 23,75% de la population du pays la charge des coûts de logement dépasse 25% du revenu disponible du ménage. Si ce taux a diminué de 3,4 points dans l'UE-28 et de 0,7 points au Luxembourg entre 2018 et 2019, la hausse de la part des revenus des ménages dédié au logement constitue une tendance de fond.

L'emploi reste très dynamique avec une croissance de 3,5% entre 2018 et 2019. La forte variation de l'emploi par rapport à l'année précédente (3,6% en 2019 par rapport à 2018) impacte positivement le taux de chômage de longue durée qui demeure faible (1,30%) comparé à la moyenne de l'Union européenne, près de deux fois supérieure (2,50%). Dans ce marché de travail dynamique, les salariés sont en grande majorité (pour plus de 92% en 2019) en contrat à durée indéterminée, le recours au contrat à durée déterminé étant minoritaire. De plus, le faible pourcentage d'emploi à temps partiel subi (13,30% en 2019) ainsi qu'une confortable 2^e position concernant les écarts de salaires entre hommes et femmes contribuent également au très bon score du Grand-Duché sur l'aspect social.

Le niveau d'éducation de la population du Luxembourg est l'un des plus élevés de l'Union européenne, du fait de la qualité de son système scolaire et supérieur et du haut niveau de formation de sa main-d'œuvre étrangère. En témoigne le niveau de scolarité supérieure des 30-34 ans qui situe le pays à la 3^e position (sur 28) pour cet indicateur. Par ailleurs, le décrochage scolaire est relativement peu répandu et s'établit à hauteur de 7,20%, nettement en deçà de la moyenne européenne de 10,30%. Parmi ces bons résultats persiste cependant une ombre au tableau, à savoir le taux de redoublement dont les 30,90% (donnée de 2015) projettent le pays en queue de classement (25^e position).

ASPECT ENVIRONNEMENTAL

Des progrès qui devront toutefois être consolidés sur la durée

Hier maillon faible de la performance du Luxembourg dans le Bilan Compétitivité, le pays a nettement amélioré son classement en 2018 et 2019 consécutivement. Le Grand-Duché se hisse à la 6^e place en 2019, gagnant ainsi 4 places et se rapprochant du top 5 dominé par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, l'Italie et l'Espagne. Le Luxembourg se place devant la France (7^e), l'Allemagne (8^e) et la Belgique (18^e).

Aspect environnemental	Position	Score	Évolution 2018 /2019
Mix énergétique			
Part des énergies renouvelables (par rapport à l'obj. national 2020) (2018)	21/28	82,35%	↗
Part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages (2018)	26/28	29,10%	↗
Consommation / Déchets			
Intensité énergétique (consommation par unité de PIB) (2018)	4/28	88,73 kep/€	↘
Consommation intérieure de matières	22/28	21,81 tonnes/tête	↗
Production de déchets par tête (2018)	25/28	14828 kg/personne	↗
Recyclage			
Taux de recyclage des déchets municipaux (2018)	7/25	50,10%	↘
Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (2018)	9/17	44,10%	↘
Investissements environnementaux			
Dépenses totales de protection environnementale (2018)	6/28	0,90% (du PIB)	↗
Production des activités vertes (2017)	14/24	4,67% (du PIB)	↗
Nombre d'emplois verts (2017)	6/24	2,93% (de l'emploi total)	↗

Le tableau ci-dessus reprend la classification du TBCO par couleur (vert, orange et rouge) des performances du Luxembourg en comparaison de la moyenne de l'UE ainsi que la signalisation par des flèches de l'évolution (amélioration ou détérioration) du changement le plus récent (voir partie méthodologique). Les données datent de 2019 par défaut ; la date est spécifiée en cas contraire.

Les problématiques environnementales, déjà largement présentes dans la publication précédente revêtent une importance accrue alors que se dessine la nécessité de changer de modèle de croissance et de se tourner vers l'utilisation raisonnée des ressources naturelles dans un plus grand respect de l'environnement. A l'échelle de l'UE, la Commission von der Leyen a présenté, en décembre 2019, un pacte vert pour l'Europe sur 10 ans, prenant le relais de la stratégie « Europe 2020 ». Cette nouvelle stratégie de croissance vise à faire du continent le pionnier en termes de neutralité climatique d'ici à 2050. Dans ce cadre, la Commission souhaite que les Etats membres de l'UE respectent des objectifs intermédiaires élevés : -55 % d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'ici 2030. Le

Luxembourg s'est également doté d'objectifs environnementaux à l'horizon 2020, et avance de 6 places, en 2018, dans la réalisation de son objectif national 2020 sur les énergies renouvelables. Si la trajectoire est bonne (le pays améliore son classement), le Luxembourg atteint, 82,35% de son objectif cette année-ci, alors que la moyenne européenne frise les 90% et que nombre de pays comme le Danemark, la Croatie, l'Italie ou encore la Finlande ont déjà atteints leurs objectifs de 2020 en 2018.

Le Luxembourg fait face à des défis environnementaux clés sur deux aspects particuliers, à savoir une production de déchets par tête qui a reculé depuis 2016 mais qui avoisine encore le triple de la moyenne européenne et le poids important du pétrole et des produits pétroliers qui représente le tiers de la consommation finale d'énergie des ménages en 2018. En revanche, le taux de recyclage des déchets municipaux et des déchets d'équipements électriques et électronique reste supérieur à la moyenne de l'UE. En outre, le pays affiche des résultats encourageants sur le volet des investissements environnementaux, mobilisant 0,90% de son PIB (un peu moins qu'en 2018 avec des dépenses de l'ordre de 1% du PIB). Numéro 1 de l'indice de performance Ecoinnovation en 2018, des données plus récentes permettront d'établir un classement actualisé. Actuellement, 73,7% des données dans le pilier « Environnement » ne sont pas disponibles pour l'année 2019.